



## AUDIENCE AVEC ALEXANDRE BRUGÈRE, CONSEILLER SOCIAL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le vendredi 2 octobre 2020, Olivier BOISTEAUX et Jean-Paul MEGRET représentant le SICP, ont été reçus par Alexandre BRUGÈRE, conseiller social du MI dans le cadre d'une audience de préparation de la réunion ministérielle prévue le 13 octobre lors de laquelle Gérard DARMANIN devrait recevoir l'ensemble de la parité syndicale tous corps confondus. Cette réunion devrait être l'occasion pour notre ministre de tutelle de présenter le contenu du projet de loi de finances concernant le périmètre DGPN, les objectifs principaux qu'il définira et enfin les perspectives qui se dégageront du Livre Blanc de la Sécurité Intérieure.

Avant d'évoquer un certain nombre de sujets techniques, nous avons tenu à faire part à notre interlocuteur du ressenti qui nous remonte unanimement de nos mandants au regard des demandes émanant du Cabinet Ministre depuis l'arrivée de Gérard DARMANIN, Place Beauvau.

En effet, si nous avons clairement mis au crédit du MI un abondement budgétaire significatif d'environ 1 milliard d'euros ([dont le détail est accessible sur son compte Facebook](#)) qui permettra une véritable embellie (sur le plan automobile, immobilier, social etc.) qu'il ne s'agit nullement de nier, nous avons cependant rappelé que la Police reste avant tout une « aventure humaine » qui, pour être menée à bien, doit être mise en œuvre par des effectifs motivés par des missions qui leur font sens. Or, à ce jour, l'ensemble des effectifs de police, de l'ADS au plus haut niveau de la hiérarchie, ressentent le poids insupportable d'une « politique du chiffre » qui, si elle n'en porte pas le nom, en a toutes les apparences.

Nous lui avons d'ailleurs très directement exprimé que les fonctionnaires de police en général et les commissaires de police en particulier (notamment en sécurité publique mais pas seulement) sont usés par la gestion cumulée d'une multitude d'évènements très lourds durant les années écoulées (Terrorisme, Gilets jaunes, COVID19 etc.) et qu'ils n'en peuvent réellement plus de devoir rendre toujours plus de comptes pour justifier une activité qui parle pourtant d'elle-même.

Les contacts récents avec de nombreux de collègues de sécurité publique particulièrement impactés par cette nouvelle politique ressentie comme fondée uniquement sur les résultats chiffrés, nous a amené à alerter vivement M. BRUGÈRE sur l'état de fatigue morale extrême qui touche une majorité d'entre eux.

La Police dans son ensemble et les commissaires de police en particulier ont un besoin fondamental de pouvoir retrouver la sérénité au travail, condition indispensable à une gestion apaisée et efficace des services en proie à une surchauffe évidente.

L'énorme masse de reporting qui découle d'ailleurs des objectifs décidés par notre ministre de tutelle et déclinés par les préfets territoriaux est en train d'asphyxier une grande partie des commissaires de police de terrain qui nous ont fait part de leur épuisement pour ne pas dire de leur écœurement. Cette situation est d'autant plus difficile à gérer que les rapports avec leurs effectifs se tendent de plus en plus au regard de la déclinaison des objectifs que personne ne comprend et encore moins ne supporte (Cf. AFD et nombre de patrouilles).

Notre expression en mode très direct a surpris notre interlocuteur qui nous a assuré que le ministre ne voulait pas mettre en place une politique du chiffre mais souhaite simplement recueillir des indicateurs d'activité.

En tout état de cause, nous utiliserons notre temps de parole lors de la prochaine audience multilatérale avec Gérard DARMANIN pour lui reformuler directement le ressenti de nos collègues. Il aura alors tout le loisir de préciser sa volonté et de corriger, s'il le souhaite, la ligne de conduite qui a été perçue par toute notre institution.

Au-delà de cette thématique actuelle cruciale, nous avons fait savoir au conseiller du MI que nos préoccupations concernant l'avenir du corps portent sur de nombreux sujets dont les principaux qui ont été évoqués lors de cet entretien sont :

\*Recrutement des commissaires de police : alors que le rapport Thiriez n'a plus été évoqué depuis plusieurs mois ([cf. notre position dans un article dédié](#)), nous avons rappelé notre attachement à un recrutement mixte (50 % d'externes et 50% d'internes) et à une formation « professionnalisante » qui permette à tous les commissaires de police de garantir leur crédibilité lors de leur prise de fonction sur leur premier poste.

\*Un besoin de déconcentration budgétaire afin de conférer une véritable autonomie aux chefs de services locaux (Chef CSP, Chef d'antennes PJ, etc.) et de leur donner des leviers managériaux réels.

\*Un véritable accompagnement de la mobilité fonctionnelle indispensable pour faire réellement vivre cette obligation statutaire par la mise en place d'un dispositif offrant le choix entre une NAS ou une indemnité logement pour tous les commissaires de police, création d'une prime de déménagement (à l'instar de la prime de rideau des gendarmes), etc.

De la même manière, nous avons profité de cet entretien pour évoquer des revendications statutaires et indemnitaires que la fenêtre budgétaire de 2022 pourrait peut-être nous autoriser : Revalorisation de l'IRP qui ne l'a pas été depuis 2011 (10 ans) et banalisation des échelons spéciaux du 1er grade et de Cogé.

En dernier lieu, parmi de nombreux autres sujets divers, nous avons rappelé le besoin de permettre une gestion RH modernisée par une meilleure transversalité qui permettrait d'ouvrir des perspectives à de nombreux collègues souvent enfermés dans une gestion RH en tuyaux d'orgue qui pénalise, *in fine*, le dynamisme de notre corps.

Le conseiller du MI a terminé notre entrevue en nous avisant que le ministre souhaite aborder la problématique prégnante de l'encadrement dans la Police Nationale et qu'il ferait certainement des annonces allant dans ce sens.

Enfin, au-delà du contenu de cette audience, les évènements extrêmement graves qui viennent de se dérouler cette nuit sur la commune d'Herblay (95) nous amènent à exprimer notre profonde solidarité envers les **deux policiers gravement blessés de la PJ Cergy** ainsi qu'à l'endroit de leurs familles et de leurs proches. Nous pensons également à leurs collègues de tous grades fortement éprouvés à l'occasion de cette affaire et espérons que les auteurs de ces actes odieux seront rapidement interpellés dans l'espoir que **des sanctions implacables** soient prononcées à leur égard par la justice .

Sincèrement,

Olivier BOISTEAUX,  
Président du SICP  
Jean-Paul MEGRET,  
Secrétaire National



4, rue Blanche - 95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY

09 87 10 75 63

secretariat@commissaires.fr

www.commissaires.fr

@SICPCommissaire

@SICPcommissaires